

TOUS ENSEMBLE

Bruxelles : Conférence spectacle sur l'Irak



Alors que la situation en Irak échappe aux forces d'occupation, plus de quatre-vingt États et organisations intergouvernementales sont venues à Bruxelles, les 21 et 22 juin 2005, redire leur soutien à l'action entreprise par la Coalition et entérinée par la Résolution 1546. Une conférence sans autre but que de montrer à l'opinion publique états-unienne que, contrairement à l'épisode vietnamien, Washington n'est pas isolé en Irak. Les mauvaises nouvelles du terrain ne seraient donc pas si importantes.

page 2

Irak : Qui croit encore à la reconstruction ?

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

A l'occasion de l'ouverture de la conférence de Bruxelles sur l'Irak, le ministre irakien des Affaires étrangères, Hoshiyar Zebari, appelle à la générosité de la communauté internationale, affirmant que son pays se reconstruit progressivement. Sergeï Lavrov y répond de façon aussi diplomatique que sceptique. Vladimir Sémago dénonce le pillage de l'économie irakienne par les États-Unis.

page 5

REPÈRE : 27 JUIN 1844

Joseph Smith est mis à mort par des émeutiers

Joseph Smith, fondateur de l'Église de Jésus-Christ et des Saints des derniers jours et ancien candidat à la présidence des États-Unis, est mis à mort par des émeutiers, le 27 juin 1844, alors qu'il purgeait une peine de prison à Carthage (Illinois) pour délit d'entrave à la liberté de la presse. En effet, il avait fait fermer un journal qui s'opposait avec trop de véhémence à ses théories sur la polygamie.

La doctrine mormone repose sur une apparition divine et une révélation que Smith aurait reçue en 1823 d'un messenger appelé Moroni. Celui-ci lui aurait donné des plaques d'or gravées de hiéroglyphes et de quoi les déchiffrer. Sur cette base, il aurait transcrit le *Livre de Mormon* relatant la migration en Amérique depuis le 2e millénaire av. J.C de quatre civilisations bibliques. Malheureusement le témoignage de Smith n'est pas vérifiable, Dieu lui ayant repris les plaques d'or et aucun archéologue n'ayant trouvé la moindre trace de ces civilisations. L'Église revendique aujourd'hui 11 millions de fidèles et possède l'essentiel de la ville de Salt Lake City. ■



SANS ATTENDRE BOLTON, ISRAËL SAISIT L'ONU CONTRE L'IRAN

Réagissant à l'élection de Mahmoud Ahmadinejad à la présidence de la République islamique d'Iran, le ministre israélien des affaires étrangères, Silvan Shalom a saisi le Conseil de sécurité pour qu'il sanctionne Téhéran. « *Confrontée à la menace nucléaire iranienne, la communauté internationale doit formuler, encore davantage qu'avant, une politique unie et ferme envers l'Iran* », a-t-il déclaré, sans attendre la confirmation de la nomination du faucon John Bolton comme ambassadeur des États-Unis à l'ONU.

Israël craint en effet que l'Iran n'agisse comme lui en développant un programme nucléaire militaire sous couvert de recherches civiles. L'État hébreu détient aujourd'hui officieusement près de 400 têtes nucléaires et considère que l'équilibre régional passe par son monopole en la matière. ■

Tous ensemble

Bruxelles : Conférence spectacle sur l'Irak

Alors que la situation en Irak échappe aux forces d'occupation, plus de quatre-vingt États et organisations intergouvernementales sont venues à Bruxelles, les 21 et 22 juin 2005, redire leur soutien à l'action entreprise par la Coalition et entérinée par la Résolution 1546. Une conférence sans autre but que de montrer à l'opinion publique états-unienne que, contrairement à l'épisode vietnamien, Washington n'est pas isolé en Irak. Les mauvaises nouvelles du terrain ne seraient donc pas si importantes.



Jean Asselborn, ministre des affaires étrangères luxembourgeois, et Condoleezza Rice, secrétaire d'État états-unienne, à la conférence de Bruxelles. En arrière-plan, le bombardement de Bagdad en mai 2003.

(Photomontage)

À la demande du gouvernement irakien, les États-Unis et l'Union européenne ont organisé les 21 et 22 juin 2005 à Bruxelles une conférence internationale sur l'Irak. Répondant à cet appel, plus de quatre-vingt pays et organisations intergouvernementales y ont participé et ont adopté à l'unanimité une Déclaration commune sur le suivi de l'application de la Résolution 1546 du Conseil de sécurité. Toutes les délégations ont affiché leur optimisme et la secrétaire d'État des États-Unis, Condoleezza Rice, n'a pas manqué de féliciter dans son discours de clôture le gouvernement de transition irakien et de lui

apporter le « *soutien total et de bon cœur* » [1] de la communauté internationale.

Cependant, si l'on veut bien laisser de côté les communiqués de presse et autres dossiers pré-rédigés pour journalistes complaisants, force est de constater que cette conférence ne visait absolument pas à aider le peuple irakien, mais le gouvernement des États-Unis enlisé dans une guerre impossible à gagner.

Hormis celles de la délégation irakienne, conduite par le Premier ministre Ibrahim A. Al-Jafaari, les interventions des participants n'ont pas excédé les cinq minutes. Il s'est agi d'une longue litanie pour féliciter le peuple irakien de son courage et son gouvernement pour son élection.

Mlle Rice voulait faire dire à chacun que cette élection était démocratique. Elle dut se contenter d'une reconnaissance du « bon déroulement du scrutin », personne n'étant dupe des conditions de désignation des candidats sous le contrôle de l'armée d'occupation.

Son homologue russe, M. Lavrov, voulait faire dire à tous que l'avenir de l'Irak ne saurait être remis dans les seules mains de la Coalition. Il avait obtenu au sommet de Sharm-el-Sheik, en 2004, que les États-Unis reconnaissent une vague fonction à l'ONU. En outre, il avait conditionné sa participation à la conférence à l'association des sunnites à la rédaction de la Constitution, bien qu'ils aient été frauduleusement écartés de l'assemblée nationale.

Le Conseil européen avait préparé une de ces synthèses dont il a le secret : un texte de trois pages à la fois dense et creux. L'important est qu'il y a glissé une phrase condamnant les actions de la Résistance contre les Collaborateurs et la Coalition : « *Les participants ont fermement condamné tout acte de terrorisme, (...) ainsi que les violences dirigées contre les autorités irakiennes et ceux qui aident à établir la stabilité en Irak* ». Personne n'a bronché, surtout pas ceux qui acheminent des armes dernier cri à la Résistance.

Dans son discours d'ouverture, le Luxembourgeois Jean Asselborn, président en exercice du Conseil des ministres européens des Affaires étrangères, n'a pas manqué d'exprimer « *la répulsion que lui inspirent les attentats terroristes qui frappent de manière impitoyable le peuple irakien* ». Tandis que de manière quelque peu déplacée, le Haut-commissaire pour la politique de sécurité et de défense commune de l'Union, Javier Solana, s'est félicité à la fois de l'aide apportée par l'Union en matière de formation des juges et policiers irakiens et de celle de l'OTAN, dont il est l'ancien secrétaire général.

Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, qui a oublié depuis longtemps ses propres déclarations sur l'illégalité de cette guerre, a délivré un sermon de plus au cours duquel il a exhorté la communauté internationale à manifester sa solidarité avec le peuple irakien.



Kofi Annan et Condoleezza Rice

Les interventions des participants étaient d'autant moins intéressantes qu'elles reflétaient un consensus négocié à l'avance : tout le monde s'était mis d'accord sur les formulations suffisamment ambiguës pour donner l'impression d'un accord de fond.

- ▶ Le processus politique doit inclure toutes les composantes irakiennes ;
- ▶ Il doit inclure les légitimes exigences des États de la région ;
- ▶ Il doit inclure le point de vue de la communauté internationale. Cependant, il suffit de qualifier les résistants de « terroristes » pour ne plus avoir à les inclure ; il suffit d'accuser la Syrie et l'Iran de soutien aux « terroristes » pour ne plus avoir à inclure leurs exigences légitimes ; quant à la communauté internationale, elle est surtout priée de se soumettre.

La conférence n'avait pas pour but de prendre des décisions, mais puisque les principaux protagonistes étaient là, on en a pris rapidement quelques unes : les participants membres de l'OMC se sont engagés à soutenir l'entrée de l'Irak dans cette organisation, les membres du Conseil de sécurité ont invité l'ONU à verser au Trésor irakien le reliquat de budget des anciennes missions d'inspection.

Puis Jean Asselborn a présenté la Déclaration finale, déjà connue de tous. Il a demandé s'il pouvait constater l'accord des délégations et, sans même attendre de réaction, a remercié l'assemblée. On s'est alors donné rendez-vous les 18 et 19 juillet à Amman pour la conférence des donateurs. À ne pas en douter, chacun pourra y renouveler les promesses non-tenues faites à Madrid en 2003 et à Tokyo en 2004. Ces grands-messes n'apportent pas grand-chose au peuple irakien, mais elles permettent à George W. Bush de persévérer dans son discours sur la « démocratisation » au bout du fusil : Washington incarne le Bien et agit en harmonie avec ses partenaires. La diplomatie internationale est ravalée au rang de faire-valoir du président des États-Unis qui, fier de ces soutiens formels, ne devrait pas tarder à prononcer un important discours sur la liberté retrouvée en Irak.

[1] « Fully and wholeheartedly »

Irak : Qui croit encore à la reconstruction ?

Analyse

Le milliardaire George Soros livre une interview fleuve au quotidien autrichien *Der Standard*, dans laquelle il donne sa vision de la situation du monde. Il affirme que l'administration Bush est l'incarnation d'un groupe restreint qui a d'abord pris le pouvoir au sein du parti républicain avant de le prendre dans le pays. Aujourd'hui, il conquiert les différents rouages du pouvoir pour assurer sa domination. Toutefois, l'auteur estime que les erreurs commises condamnent à terme ce groupe. On peut cependant douter de la sincérité de cette analyse quand M. Soros décrit Paul Wolfowitz comme un intellectuel qui aurait compris les erreurs de l'administration Bush et qui voudrait désormais se racheter en faisant du bon travail à la Banque mondiale. En fait, Paul Wolfowitz n'a pas changé d'idéologie, il a changé de fonction. Il se concentre désormais sur une forme d'impérialisme appréciée par George Soros : un impérialisme financier, diplomatique et pacifique. Ce n'est pas l'administration états-unienne en soi que le milliardaire condamne, ce sont ses méthodes les plus grossières, qu'il juge contre-productives. D'ailleurs, les groupes liés au spéculateur n'ont jamais rechigné à participer aux révolutions colorées main dans la main avec les institutions dépendant de la Maison-Blanche. Aussi, il estime que les démocrates reviendront au pouvoir et pourront changer l'orientation de la politique états-unienne dans la forme, mais il n'appelle pas à une refonte en profondeur.

Les institutions internationales vont mal. Attaquée par le Congrès états-unien, l'ONU tente de préserver la dotation états-unienne dont elle dépend. Attaqué par des campagnes de presse et risquant la survie financière de son organisation, Kofi Annan a considérablement amendé son discours sur l'Irak. Le temps où il avait présenté, à juste titre, la Guerre d'Irak comme illégale

semble aujourd'hui bien loin. Juste avant l'ouverture de la conférence de Bruxelles sur l'Irak, organisée conjointement par les États-Unis et l'Union européenne, il se félicite de l'assistance de l'ONU dans la reconstruction de l'Irak dans une tribune publiée par le *Washington Post*, le *Figaro*, le *Korea Herald* et *Gulf News*. Il n'hésite pas à présenter la résistance irakienne de façon quasi-similaire à l'analyse du Pentagone. Toutefois, il amende ce propos en appelant à la réconciliation nationale.

Dans le même temps, le ministre des Affaires étrangères irakien, Hoshiyar Zebari, appelle dans *Le Monde* à la générosité des participants à la conférence de Bruxelles, bien que celle-ci ne soit pas une conférence de donateurs. Utilisant un argumentaire éculé, il prétend que la situation dans son pays s'améliore mais que la tâche restante est gigantesque, il faut à l'Irak toute l'aide possible. La conférence est passée et n'a donné lieu qu'à de grandes déclarations d'intentions n'engageant à rien, hormis à une reconnaissance du statu quo. Déçu, le Premier ministre irakien, Ibrahim al-Jaafari, lance un appel dans le *Times* de Londres pour un « plan Marshall » destiné à son pays. Comme son ministre des Affaires étrangères avant lui, il vante les mérites de l'action de son gouvernement, mais estime que rien ne pourra être fait sans davantage de moyens. Pour lui, l'Irak a la même importance stratégique pour l'Occident que l'Allemagne en 1945 ; il faut donc fournir un investissement analogue. Mais qui croit encore que le pays peut être remis sur pied et stabilisé par les forces collaborant avec la Coalition ? Pas le ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, Sergueï Lavrov, en tout cas. Dans *Trud*, il se réjouit lui aussi, de façon fort diplomatique, de l'organisation de la conférence de Bruxelles. Mais il maintient les positions traditionnelles de la Russie : la guerre était illégale, la reconstruction ne pourra avoir lieu sans la participation de tous les Irakiens au processus. Tant qu'ils ne seront pas tous appelés à participer à la reconstruction, celle-ci ne pourra effectivement commencer. Mais pour qu'il y ait reconstruction, il faudrait que les ressources de l'Irak puissent y contribuer et non être pillées. Le président de l'entreprise russe Energoimport, Vladimir Sémago, qui a travaillé sept ans en Irak, livre son point de vue sur la situation économique du pays dans *Strana.ru*. Il affirme que le système corrompu qui prévalait sous Saddam Hussein n'a pas changé et que ce sont bien souvent les mêmes gens qui, en Irak, tiennent l'économie. Ils l'ont simplement livrée aux États-Unis. Pour l'auteur, il est difficile de travailler en Irak, mais pas impossible. Cependant, les vraies affaires ne pourront avoir lieu qu'après la guerre et il soupçonne que d'ici là les investissements russes dans la région auront été repris par d'autres.

Pour le journaliste et ancien conseiller de Bill Clinton, Sydney Blumenthal, les États-Uniens non plus ne croient plus à la propagande de l'administration Bush concernant l'amélioration de la situation en Irak. Il affirme que seuls 39 % de la population soutient encore cette guerre. Aujourd'hui, les discours sur une victoire prochaine en Irak sont aussi pathétiques et dépourvus de sens que ceux de Lyndon Johnson au Vietnam. Mais bien que jugée contre-productive par Blumenthal, cette propagande se poursuit.

L'éditorialiste néo-conservateur Max Boot affirme que l'insurrection irakienne manque d'unité, de soutien populaire, de base territoriale et de légitimité, elle ne peut donc qu'être vaincue. Dans le *Los Angeles Times* et le *Christian Science Monitor*, il appelle donc la presse états-unienne à insister davantage sur les points faibles de la résistance que sur ses victoires. Il s'agit là d'une adaptation du discours classique de la droite états-unienne lors de la Guerre du Vietnam :

les troupes états-uniennes gagnent militairement sur le terrain mais le soutien populaire s'effrite à cause d'une lecture biaisée des événements par les médias. Il convient donc de rectifier le tir. Dans une interview accordée à *Die Welt*, l'orientaliste Bernard Lewis prétend lui aussi que la situation en Irak s'améliore pour les États-Unis depuis les élections. Il se réjouit que les partis musulmans n'aient pas eu la majorité absolue. Il pose comme futur modèle pour l'Irak la Turquie avant l'arrivée de l'AKP ou la Tunisie, c'est-à-dire des régimes largement soumis aux États-Unis. Abordant d'autres sujets comme Israël et la Turquie, il poursuit son obsession : démontrer que l'islam est un système globalisant, dangereux et hostile dont il convient de contrecarrer l'expansion.

Réseau Voltaire

George Soros



George Soros est président de l'Open Society Institute et du Soros Fund Management. Il est l'auteur de *The Bubble of American Supremacy*.

« L'ordre du monde n'existe plus »

Source : Der Standard (Autriche)

Référence : « Weltordnung existiert nicht mehr », par George Soros, *Der Standard*, 21 juin 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Je pense que l'Europe est plus proche du chaos que les États-Unis. Pour ce qui est du long terme, je ne me prononce pas, je suis keynésien. A long terme nous serons tous morts, c'est ce qu'il disait. De toutes façons, sur le court terme, les États-Unis ont déjà construit un État fort. Un groupe de radicaux ou d'extrémistes s'est accaparé le pays. Ils ont d'abord attaqué le parti républicain et ainsi mis à mal la démocratie américaine. Les extrémistes ont confisqué le Congrès et la présidence, ils sont actuellement sur le point de confisquer la justice, ce qui porte un rude coup à la séparation des pouvoirs qui est à la base de la Constitution américaine. Ils mettent en danger l'Amérique en tant que société ouverte, ce n'est pas le chaos mais cela signifie un État fort et autoritaire. L'hégémonie militaire et économique n'est qu'une bulle de savon. Une idéologie fausse ne peut s'imposer que par la violence et cette fausseté ne peut être cachée qu'un certain temps, avant que le régime tombe. Cela peut arriver très vite. Les erreurs du régime **Bush** sont devenues presque évidentes, à commencer par l'invasion de l'Irak. Il a fallu beaucoup de temps et cela n'est pas totalement acquis parce que l'on continue à affirmer que les élections ont été un succès. Tout ce que Bush a essayé de faire dans son deuxième mandat a échoué, sa côte de popularité est au plus bas. Mon souci, c'est que nous n'avons pas tiré les leçons des erreurs de Bush. La plus grosse était la « guerre au terrorisme » comme concept. Cela n'a pas été remis en question, celui qui le fait est taxé d'antipatriotisme, les politiciens expriment donc leurs doutes en privé. Les standards qui ont fait l'Amérique sont en train de disparaître. Je pense que **Paul Wolfowitz** est plutôt un intellectuel par rapport aux autres néo-conservateurs. Il sait au fond de lui que l'invasion de l'Irak était une grosse erreur. Je pense qu'il veut réparer ça en faisant du bon travail à la **Banque**

mondiale.

Je pense que l'Europe traverse une crise très grave, la création de l'Union européenne était le fruit de l'ingénierie sociale, dans l'esprit de la « société ouverte » de Popper, avec des essais et des échecs, où chaque pas en avant apporte de nouveaux problèmes. L'élargissement signifie plus de délégation de la souveraineté, c'est ce qui a conduit à l'échec du référendum sur la Constitution. L'Europe est dans un état d'inégalité dynamique et si elle ne va pas vers l'avant, alors elle va reculer. Je pense que c'est déjà le cas dans les discussions sur le budget. Tout cela parce qu'il n'y a pas d'unité au sujet de la signification et de l'importance de l'Europe.

Je pense que la globalisation n'est pas irréversible, elle existait déjà avant la Première Guerre mondiale et elle s'est terminée après, avec l'exclusion de grosses zones comme l'Union Soviétique. La globalisation est aujourd'hui très étendue mais elle peut s'interrompre. Ce n'est pas un pronostic mais c'est plus qu'une éventualité. Voilà ce qui se passe sur les marchés financiers : on est souvent au bord de l'effondrement mais il se produit rarement. Nous avons des problèmes plus graves qui n'ont rien à voir avec la globalisation, le réchauffement planétaire. Les scientifiques sont unanimes. C'est un processus qui va continuer même si on prend des mesures drastiques et l'administration Bush nie totalement ce problème.

Il y a aujourd'hui beaucoup plus de gens qui prennent le gouvernement Bush pour ce qu'il est et qui sont prêts à soutenir l'opposition. Rob Stein (parti démocrate) a déjà formé un groupe que je soutiendrai. Je pense qu'il y a un problème fondamental dans la société américaine, j'ai donné tous les torts à Bush mais il a été élu par 52 % des électeurs et je me demande encore comment cela est possible. Je suis convaincu que les démocrates vont revenir mais je ne sais pas s'ils pourront corriger les erreurs commises et ramener l'Amérique sur une voie moins dangereuse. Les néo-conservateurs disent que les institutions internationales ne permettent pas de défendre les intérêts américains de façon optimale et ils ont raison. Le reste du monde est vraiment opposé à l'Amérique, c'est flagrant dans l'opinion publique et dans de nombreux gouvernements. La communauté internationale s'est scindée. C'est un éclatement de l'Occident. L'ordre du monde a pratiquement cessé d'exister à cause des États-Unis car il décide de l'agenda et les autres pays suivent. L'Amérique est devenue une superpuissance nationaliste et le reste du monde doit s'y conformer. Les Chinois sont de plus en plus nationalistes et militaristes, les Japonais aussi, la Russie et même la Turquie à cause des problèmes avec l'Union européenne. Cela n'augure rien de bon pour le monde.

J'ai commis des erreurs tactiques, j'ai permis à mes adversaires de me présenter comme un extrémiste. Vous savez, quelqu'un qui compte **Poutine** et Bush parmi ses ennemis n'a pas beaucoup de marge de manœuvre. Quand on agit pour des principes, on se doit d'avoir une position, c'est la différence entre une vie de spéculateur financier un engagement basé sur des principes.

Je me suis engagé pour une réforme des lois sur les stupéfiants aux États-Unis, la guerre à la drogue est un échec comme la « guerre au terrorisme ». Une telle guerre ne peut pas être au centre de la politique. On crée ainsi plus de terroristes qu'on en supprime. C'est contre-productif. On renonce aussi à des valeurs pour lesquelles on s'est élevé. Il y a une base en Ouzbékistan qui sert à entraîner des forces spéciales qui sont utilisées pour massacrer des civils innocents. C'est effroyable et il y a bien d'autres exemples.

Kofi Annan



Kofi Annan est secrétaire général de l'Organisation des nations unies (ONU).

« Il y a des progrès en Irak »

Source : Gulf News (Émirats arabes unis)

, Washington Post (États-Unis)

, Le Figaro (France)

, Korea Herald (Corée du Sud)

Référence : « There's Progress in Iraq », par Kofi Annan, *Washington Post*, 20 juin 2005.

« L'ONU en Irak : beaucoup de travail, peu de bruit », *Le figaro*, 22 juin 2005.

« Progress made in Iraq transition », *Korea Herald*, 23 juin 2005.

« There's progress in Iraq, but the road ahead is tough », *Gulf News*, 23 juin 2005.

Je suis à Bruxelles pour me joindre aux représentants de plus de 80 gouvernements et institutions réunis pour clamer haut et fort qu'ils soutiennent la transition politique en Irak. Il y a un an, la résolution 1546 du Conseil de sécurité de l'ONU fixait le calendrier que l'Irak devait respecter. Aujourd'hui, la réunion de Bruxelles vise à rappeler que la communauté internationale soutient l'Irak et est consciente de ses progrès malgré toutes les difficultés rencontrées. Comme prévues, les élections ont eu lieu en janvier et trois mois plus tard, l'Assemblée nationale de transition confirmait le gouvernement de transition. Les partis dominants ont discuté sans exclusive et se sont ouverts aux partis sunnites. Aujourd'hui, ces partis travaillent à l'élaboration d'une constitution qui devra être ratifiée par référendum. L'ONU contribue à ce que tous les Irakiens soient représentés lors du processus de rédaction et pour que la date limite du 15 août soit respectée. Il y aura sans doute des retards et des difficultés mais ne perdons pas de vue qu'aujourd'hui, les irakiens discutent de tous les aspects de leur avenir politique. L'ONU les y aide.

Les Nations unies ont répondu promptement et résolument à leur appel et aujourd'hui plus de 800 membres du personnel de l'ONU travaillent sur place. Mais nos efforts et nos victoires sont obtenus sans fanfare, à l'abri des caméras. C'est surtout des Irakiens eux-mêmes que dépendra le succès ou l'insuccès de l'action menée par l'ONU pour les aider. Ils sont les seuls à pouvoir rédiger une Constitution juste qui ne fasse pas de laissés-pour-compte. Le compromis entre les différents groupes constitutifs de la population irakienne qui sous-tendra la Constitution sera tout aussi important que les dispositions du texte. L'ONU, par la voix de mon représentant spécial, Ashraf Qazi, aide à accomplir la tâche délicate qui consiste à ouvrir le processus politique à tous les groupes d'Irakiens.

Certes, il en est qui voudraient exacerber les tensions interethniques et empêcher la création d'un Irak démocratique, pluraliste et stable. Ceux-là cherchent à profiter des graves difficultés que rencontre le commun des Irakiens et à exploiter la colère et le ressentiment de la population pour entretenir la haine et la violence. Contre eux, le renforcement de la sécurité n'est pas suffisant, il faut mettre en place un cadre institutionnel qui permettra à tous les Irakiens de se rendre compte qu'ils seront gagnants dans le nouvel Irak.

Il est également important que l'Irak assume son passé tortueux et réorganise ses infrastructures et services publics. Dans ces domaines aussi, l'ONU peut être

utile. La transition demeure douloureuse et pénible pour les Irakiens, qui ont encore beaucoup de chemin à faire. L'ONU s'estime privilégiée de marcher à leurs côtés, et est bien décidée à le faire. Elle sert ainsi non seulement le peuple irakien mais aussi tous les autres peuples, qui ont le plus grand intérêt à ce qu'un Irak stable, pacifique et démocratique s'édifie au coeur du Moyen-Orient.

Hoshyar Zebari



Ancien porte-parole du Parti démocratique du Kurdistan au Royaume-Uni et aux États-Unis, Hoshyar Zebari est le ministre irakien des Affaires étrangères dans le gouvernement de transition, poste qu'il occupait déjà au Conseil de Gouvernement irakien.

« Aider les Irakiens, concrètement ! »

Source : Le Monde (France)

Référence : « Aider les Irakiens, concrètement ! », par Hoshyar Zebari, *Le Monde*, 22 juin 2005.

Le 22 juin est à marquer d'une pierre blanche dans le processus d'évolution de l'Irak vers la démocratie et sa réintégration dans le système mondial. Après la formation du premier gouvernement démocratique irakien en 51 ans, la conférence de Bruxelles est un nouveau signe supplémentaire de notre détermination à faire de l'Irak un membre responsable de la communauté internationale. 85 participants y discuteront des moyens à mettre en œuvre pour parvenir à un Irak stable, avec un gouvernement élu conformément à une Constitution permanente et soumis à la volonté populaire. Nous voulons des institutions publiques réhabilitées et une société civile puissante. Nous voulons un Irak en paix civile et en paix avec ses voisins intégrés dans la communauté des nations civilisées.

La première étape est de parvenir à la stabilité. L'enjeu est essentiel pour toute la région et les forces antidémocratiques testent la capacité de résistance des démocraties dans leur aide aux démocrates irakiens. Beaucoup parient sur un échec qui marquerait un recul pour tous les mouvements démocratiques de la région. L'Irak est un test que les forces démocratiques et le monde ne peuvent rater. Malgré les difficultés nous progressons, comme l'a prouvé **la réussite des élections malgré les attaques terroristes**. Bien que certains groupes aient boycotté ce vote, les mêmes, depuis lors, ont fait beaucoup d'efforts pour être réintégrés dans le processus politique. Malgré le terrorisme, la population irakienne veut que nous menions à son terme le processus de transformation du pays. La conférence de Bruxelles doit soutenir cet effort.

Le premier pas dans cette reconstruction est le projet de Constitution prenant en compte les problèmes de toutes les communautés irakiennes. Le peuple irakien doit s'approprier le processus de rédaction. Nous devons aussi réfléchir à la ratification de la Constitution à l'automne et aux élections qui suivront en fin d'année. Pour cela, il faut nous inspirer de l'expérience d'autres pays étant passés de la tyrannie à la démocratie et créer un service public de qualité, base d'institutions irakiennes démocratiques en formation. Nous devons aussi assurer la reconstruction économique d'un pays potentiellement riche, ruiné par une mauvaise gestion et des années de sanctions économiques. Pour cela, nous avons besoin d'aides financières et d'assistance techniques. Nous devons former nos futurs techniciens et donner à l'Irak le goût de l'initiative. Il faut enfin organiser une réforme juridique afin de construire un appareil judiciaire

Ibrahim Al-Jaafari



Ancien opposant à Saddam Hussein réfugié en Iran, Ibrahim Al-Jaafari est le candidat au poste de Premier ministre de la coalition chiite ayant remporté les élections en Irak. Il est président du parti Dawa.

« Un nouveau plan Marshall pour l'Irak »

Source : The Times (Royaume-Uni)

Référence : « A new Marshall plan for Iraq », par Ibrahim al-Jaafari, *Times*, 27 juin 2005.

La semaine dernière, je me suis rendu à Washington, là où George Marshall signa en 1947 le plan qui porte son nom. A l'époque le projet était controversé, mais personne aujourd'hui ne remet en cause son intérêt. Il suffit de comparer l'état de l'Allemagne aujourd'hui à celui de 1945. Aujourd'hui, le Moyen-Orient représente le même intérêt stratégique que l'Europe en 1945.

La semaine dernière, je me suis rendu à Bruxelles avec une délégation irakienne pour aider mon pays à se reconstruire. J'ai rencontré **George W. Bush** et **Tony Blair** et les deux hommes ont choisi de soutenir la démocratie et la liberté en Irak. Pour eux, ce n'est pas qu'une question de principe. C'est aussi une question de sécurité pour leur pays face au terrorisme. Combattre le terrorisme est une politique complexe contre l'endoctrinement. pour cela, il faut développer une société démocratique et une presse libre.

Je ne suis pas seulement le premier dirigeant démocratiquement élu du monde arabe, je suis aussi le premier Premier ministre du Moyen-Orient à venir d'un groupe d'opposition islamique et se trouvant à la tête d'une coalition regroupant différents groupes politiques et ethniques. Avec cette coalition, je renverserai l'héritage de Saddam Hussein. Pour nous aider, il faut un nouveau plan Marshall. Nous avons 40 ans de régime fasciste à effacer et c'est pourquoi nous avons besoin de l'aide des démocraties occidentales.

Sergueï V. Lavrov



Sergueï V. Lavrov est ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie

« Il n'y aura pas de deuxième Guerre froide »

Source : Trud (Fédération de Russie)

Référence : « "....." .. » , par Sergueï Lavrov, *Trud*, 24 juin 2005.

Ce texte est adapté d'une interview. Nous n'avons traité que les parties concernant l'Irak.

La position de la Russie sur les événements qui ont mené à cette guerre, sur l'opportunité d'utiliser la force et sur le rôle qu'aurait pu jouer l'ONU et qui est le sien est claire, elle n'a pas changé. Nous devons cependant regarder vers l'avenir et aider l'Irak à construire un Etat démocratique. Il faut que les conditions d'un rétablissement économique et d'une sécurité accrue soient réunies. C'est dans l'intérêt de tous les participants à la conférence de Bruxelles. La Russie a d'ailleurs participé à la préparation de cette conférence, ce qui prouve qu'elle est impliquée dans le processus.

Je pense que le plus important actuellement c'est d'éviter les conflits au sein de la société irakienne qui génèrent la guerre terroriste. Il faut élargir le mécanisme de dialogue et faire participer tous les groupes ethno-confessionnels et tous les partis politiques. Il serait aussi bon d'établir des délais pour la présence de forces militaires dans le pays. La Russie joue déjà un grand rôle dans le rétablissement de l'Irak, nous avons effacé environ 8 milliards de dollars de la dette irakienne. Le potentiel de la Russie lui permet de jouer un rôle important dans la reconstruction, son expérience sur le terrain irakien dans le domaine du pétrole et de l'énergie aussi, Lukoil par exemple s'est montrée intéressée. Il faudra cependant attendre que les conditions de sécurité soient acceptables pour mettre en place les projets.

Vladimir Sémago



Vladimir Sémago est président de la compagnie Energoimport et travaille depuis 7 ans en Irak.

« Aujourd'hui, le business ne peut se développer que sur les territoires contrôlés par les Kurdes »

Source : Strana.ru (Fédération de Russie)

Référence : « », par Vladimir Sémago, *Strana.ru*, 23 juin 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Contrairement à ce que l'on dit, il est possible de travailler aujourd'hui en Irak même si les risques physiques sont énormes. Quelques compagnies comme Interénergoservis sont présentes. Le danger se situe surtout au centre de l'Irak, en premier lieu à Bagdad, dans le triangle sunnite. Tout le monde veut être présent et des négociations ont lieu en permanence. La corruption est toujours

là comme au temps de Saddam mais à l'époque elle était plus dure. Bien sûr, les gens avaient peur. Je pense que l'Irak en tant que machine étatique va continuer à diriger l'économie. Prenez le secteur énergétique, rien n'a été privatisé. Aujourd'hui, le business ne peut se développer que dans la partie contrôlée par les Kurdes. Ils ont une population dense, pas de désaccord inter-confessionnel, une structure nationale forte avec des services loyaux, des forces armées.

Les terroristes n'essayent pas d'effrayer une quelconque structure mais les simples gens. Ces gens sont ceux qui ont le pouvoir au delà de la ligne verte le soir et pendant la nuit. La structure du pouvoir politique sous Saddam ressemblait aux systèmes soviétique et allemand, avec un quadrillage de la société par les Ba'asistes qui sont toujours en place. Les pertes ont été minimales, le sommet a livré l'Irak aux Américains pour éviter un effondrement de l'économie. Même les Américains ont fait appel à eux pour utiliser leur autorité et ramener l'ordre. Ceux qui mènent les actions terroristes forment une hydre à trois têtes : les anciens Ba'asistes qui ont un intérêt dans ce bordel, les religieux musulmans membres d'organisations terroristes et les groupes terroristes étrangers qui ont profité de l'ouverture des frontières. La plupart des compagnies russes sont sceptiques vis à vis de cette situation, même celles qui ont perdu beaucoup d'argent là-bas sont peu actives.

Le système énergétique irakien est presque entièrement détruit et complètement paralysé. Le départ annoncé des Américains ne changera pas grand-chose, ils ont raté le bon moment pour quitter l'Irak pour que le pays puisse se rétablir. D'après moi la seule solution aujourd'hui c'est un contrôle strict de la situation par la Ligue arabe.

Les dirigeants irakiens sabotent secrètement les décisions concernant la Russie. Ils viennent du monde américain et ont leurs propres réseaux. Le programme « pétrole contre nourriture » n'a pas non plus eu un rôle positif. Une brigade est venue nous voir, nous disant qu'elle s'occupait des contrats avec l'ONU et qu'elle touchait 10 % du contrat. Il y avait un système qui faisait que si les Russes avait besoin d'un contrat ils allaient voir les Américains et se mettaient d'accord, l'inverse était aussi vrai.

il est impossible de comprendre ce qui se passe en Irak sans parler de la Jordanie qui se positionne aujourd'hui comme un deuxième Liban, elle veut devenir le centre économique-financier du monde arabe et cela fonctionne, sur le plan de la sécurité aussi. Tous les contrats passent par les banques jordaniennes, il est impossible de monter un projet sans passer par eux. Nous avons de bonnes relations avec la Jordanie mais pour des contrats intéressants il faudra attendre la fin de la guerre. J'ai personnellement perdu 60 millions de dollars en Irak, si je venais à savoir que quelqu'un d'autre a repris mes contrats j'irai en justice. J'ai travaillé 7 ans en Irak et avant la guerre il n'y avait aucun problème entre les chrétiens et les musulmans.

Sidney Blumenthal



Sidney Blumenthal est ancien assistant et conseiller spécial du président Bill Clinton. Il est l'auteur de *The Clinton Wars*. Il a été éditorialiste du *New Yorker*, du *Washington Post* et de *New Republic*. Il est désormais éditorialiste au *Guardian* sur les questions de politique états-unienne et le correspondant à Washington de Salon.Com.

« Aveuglé par la lumière au bout du tunnel »

Source : The Guardian (Royaume-Uni)

Référence : « Blinded by the light at the end of the tunnel », par Sidney Blumenthal, *The Guardian*, 23 juin 2005.

Le 21 juin 2005, les réseaux d'information ont relayé les déclarations du Pentagone avait tué 47 ennemis dans l'ouest de l'Irak. Le mois dernier, c'était 125 personnes qui avait été tué à la frontière syrienne. Ces deux « victoires » annoncées ne sont que les derniers avatars des cris de joie prononcées par l'administration Bush à propos de l'Irak. Ces annonces ne sont que des mensonges de plus après ceux sur les liens entre l'Irak et les attentats du 11 septembre ou sur l'accueil triomphale que nos troupes allaient recevoir. Aujourd'hui, chaque fois que l'administration Bush parle d'un tournant en Irak, elle fait naître un peu plus le scepticisme.

En fait, la guerre est à un vrai tournant mais pas en Irak, aux États-Unis. Chaque nouveau mensonge détruit la crédibilité du gouvernement. Aujourd'hui, 39 % seulement de la population soutient la Guerre d'Irak. Pat Lang, ancien responsable de la *Defense Intelligence Agency* (DIA) au Moyen-Orient estime que la situation est pire qu'au Vietnam, pays où il a servi également. Les mensonges de l'administration Bush sont similaires à ceux de Johnson lors de la Guerre du Vietnam. Cela finira par créer un syndrome similaire. A force d'invoquer la lumière au bout du tunnel, *George W. Bush* en devient contre-productif.

Max Boot



Max Boot est membre du Council on Foreign Relations. Journaliste réputé dans les milieux économiques, il dirige la page éditoriale du *Wall Street Journal*. Il a publié *The Savage Wars of*

« Pourquoi les rebelles vont perdre »

Source : Los Angeles Times (États-Unis)

, Christian Science Monitor (États-Unis)

Référence : « Why the Rebels Will Lose », par Max Boot, *Los Angeles Times*, 23 juin 2005.

« Iraqi insurgency lacks ingredients for success », *Christian Science Monitor*, 27 juin 2005.

Pas la peine de se demander pourquoi le soutien de l'opinion publique à la guerre d'Irak ne cesse de décroître ; toutes les unes des journaux ne parlent que du règne de la terreur des rebelles. Plutôt que de décrire nos ennemis comme des géants terrifiants, nous devrions plutôt insister sur leurs faiblesses. Il manque beaucoup de choses aux insurgés irakiens pour parvenir à réaliser ce que les rebelles algériens des années 50 et afghans des années 80 ont réussi.

Peace : Small Wars and the Rise of American Power. Il est expert du cabinet de relations publiques Benador Associates.

En Irak, les rebelles n'ont pas d'organisation et de commandement central unifié. Ils ne sont soutenus que par une minorités au sein de la communauté sunnite, eux-mêmes minoritaires dans le pays. Ils ne contrôlent pas de larges pans de territoires, ils ne sont parvenus à contrôler Fallouja que six mois. Ils ne peuvent pas non plus lancer de grandes offensives. Mais la plus grande faiblesse de l'insurrection est d'être passé du statut de mouvement de libération nationale à celui de mouvement luttant contre un gouvernement démocratiquement élu. Les groupes nationalistes gagnent souvent les insurrections, de même que les mouvements parvenant à mobiliser contre un régime incapable d'évoluer, mais ce n'est pas le cas face à un gouvernement élu. Cela ne veut pas dire toutefois que l'insurrection sera rapidement vaincue, mais tandis que le pouvoir irakien se renforce, l'insurrection perd du terrain. Le seul avantage de l'insurrection est qu'elle reçoit encore régulièrement l'aide de combattants venant de l'étranger. Toutefois, en faisant preuve de patience, les États-Unis la vaincront.

Bernard Lewis



Bernard Lewis est professeur émérite d'études du Proche-Orient à l'Université de Princeton. Il est l'auteur récemment de *What Went Wrong ? Western Impact and Middle Eastern Response*. Il a successivement travaillé avec les services secrets britanniques et états-uniens. Universitaire de référence aux États-Unis sur l'orientalisme, il s'est efforcé de présenter l'islam non comme une religion, ni même comme une culture, mais comme un système politique comparable au nazisme ou au communisme. Par ailleurs, Bernard Lewis a été condamné par la justice française pour avoir nié le génocide arménien.

« La démocratie irakienne menace les voisins »

Source : Die Welt (Allemagne)

Référence : « Iraks Demokratie bedroht die Nachbarn », par Bernard Lewis, *Die Welt*, 23 juin 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Les élections ont été un succès mais elles ne sont qu'une étape. Aucun parti n'a été assez fort pour former un gouvernement, c'est un bon signe. Cela fait partie du processus démocratique de trouver un compromis. Le dogme des Européens était que la démocratie ne peut pas fonctionner en Irak. Au Proche-orient, on avait peur que cela fonctionne, les tyrannies voisines sont menacées par la démocratie irakienne. Ce qui se passe en Irak a un grand écho en Syrie, au Liban, en Egypte et dans le Golfe. Il y a aussi l'exemple est-européen et la révolution de la communication, les informations et les idées se répandent globalement à la vitesse de l'éclair.

La démocratie turque fonctionne très bien, théoriquement depuis les années 20 mais le gouvernement a perdu pour la première fois les élections en 1950. L'opposition est arrivée au pouvoir, une césure historique dans la région. Le paradoxe c'est que les militaires ont sauvé par trois fois la démocratie. La quatrième fois c'était moins évident, en Turquie on l'appelle « notre premier coup post-moderne ». Actuellement, le régime est islamiste. L'opinion officiel c'est que comme les démocrates chrétiens en Allemagne, un parti démocrate-musulman peut exister. D'autres voit là une tentative de mettre fin au sécularisme institué par Atatürk. Désormais l'armée ne peut plus intervenir, sinon les chances d'entrer dans l'Union européenne sont compromises si jamais elles existent. La situation de la femme est le problème le plus gênant pour la démocratie dans les pays islamiques. Il y a de l'espoir à ce niveau en Irak, la situation est meilleure que dans d'autres pays, tout comme en Tunisie. En Turquie et au Pakistan il y a eu des femmes Premier ministre. Les électeurs

irakiens sont assez malins pour reconnaître un danger, les fondamentalistes n'ont pas gagné. Une des raisons à cela, c'est la présence de la théocratie iranienne devant leurs yeux.

En Israël, je ne vois pas de changement significatif depuis l'arrivée au pouvoir de Abbas, la question fondamentale demeure, s'agit-il de l'existence d'Israël ou de la taille d'Israël ? Si les Palestiniens forment un État, le sera-t-il à côté d'Israël ou à sa place ? Dans les manuels scolaires, sur les cartes, dans les discours, l'existence d'Israël est niée. Ce que nous pouvons attendre de mieux c'est un cessez le feu. La situation est controversée en Israël, certain veulent empêcher l'évacuation par tous les moyens. La plus grand danger pour cette évacuation vient des Palestiniens, certains utilisent la terreur pour s'opposer à l'évacuation. C'est reconnu par beaucoup que les Israéliens ne peuvent pas vivre parmi les Palestiniens alors que l'inverse est possible. C'est reconnu par l'ONU depuis 1948/49.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .